



VILLE DE
HUNTINGDON

Adresse:

23, rue King
Huntingdon (Québec)
J0S 1H0

Téléphone: (450) 264-
5389
Télécopieur: (450) 264-
6826

Dépôt legal:

Bibliothèque nationale du
Québec

www.villehuntingdon.com

HUNTINGDON

GAZETTE est le journal d'information de la Ville de Huntingdon publié au moins 12 fois par année. Il est tiré à 1400 exemplaires et est expédié directement aux citoyennes et aux citoyens par la poste. La publication des textes relèvent entièrement de la Ville de Huntingdon.

Pour soumettre un texte, celui-ci doit être expédié par courriel en format WORD ou texte-plein à l'adresse courriel :

greffe@villehuntingdon.com

Huntingdon Gazette

Edition — Janvier 2024- Vol. 17, No. 2

Publié par la VILLE DE HUNTINGDON

AVIS PUBLIC

DÉPÔT DU RAPPORT FINANCIER ET DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021

Avis public est par la présente donné par la soussignée que, conformément à l'article 105.1 de la Loi sur les cités et villes, le rapport financier dressé par la trésorière et le rapport du vérificateur externe dressé pour l'exercice financier 2021, seront déposés à la séance extraordinaire du Conseil municipal qui se tiendra à l'Hôtel de Ville, 23 rue King, Huntingdon, le jeudi 1er février 2024, à compter de 18 h.

Donné à Huntingdon, ce 26 janvier 2024

Denyse Jeanneau, greffière

PROMULGATION DU RÈGLEMENT NO. 963-2023

Avis est donné par la soussignée de l'entrée en vigueur du règlement no. 963-2023 modifiant le règlement no. 785-2009 décrétant l'imposition d'une taxe municipale aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1.

Ce règlement entre en vigueur à la date de la publication dans la Gazette officielle du Québec, soit le 16 décembre 2023.

Toute personne peut consulter ce règlement sur le site Web de la municipalité www.villehuntingdon.com, en obtenir copie au bureau de la greffière situé au 23, rue King, Huntingdon Québec, J0S 1H0, durant les heures d'affaires ou par courriel à l'adresse: greffe@villehuntingdon.com.

Donné à Huntingdon, ce 26 janvier 2024.

Denyse Jeanneau, greffière

AVIS PUBLIC ADRESSÉ AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

SECONDS PROJETS DES RÈGLEMENTS NOS. 964-2023, 965-2023 ET 966-2023

AVIS PUBLIC est donné que :

1. À la suite de la consultation publique, tenue le 11 janvier 2024, le conseil municipal a adopté, le 15 janvier 2024, les seconds projets des règlements numéro 964-2023, 965-2023 et 966-2023.

⇒ **RÈGLEMENT NO. 964-2023 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NO. 512 :**

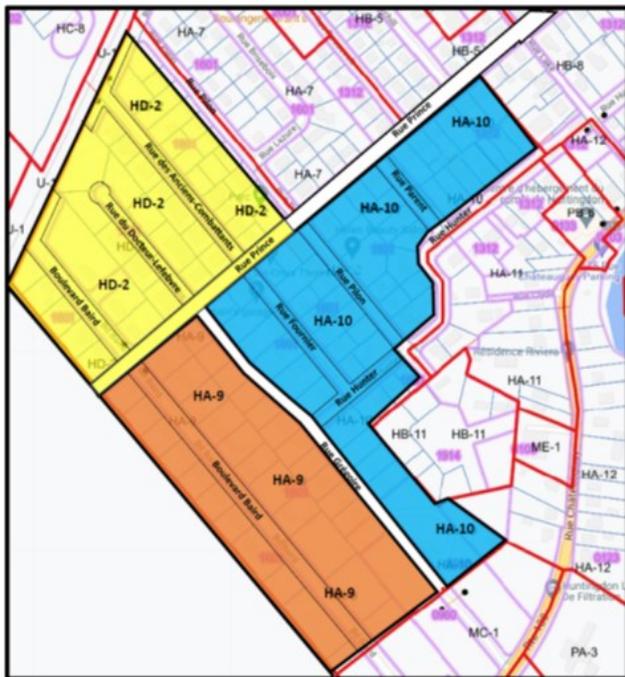
Les modifications suivantes sont susceptibles d'approbation référendaire :

ARTICLE 2 - Le plan de zonage de l'annexe « A » du règlement de zonage 512, est modifié selon les dispositions suivantes :

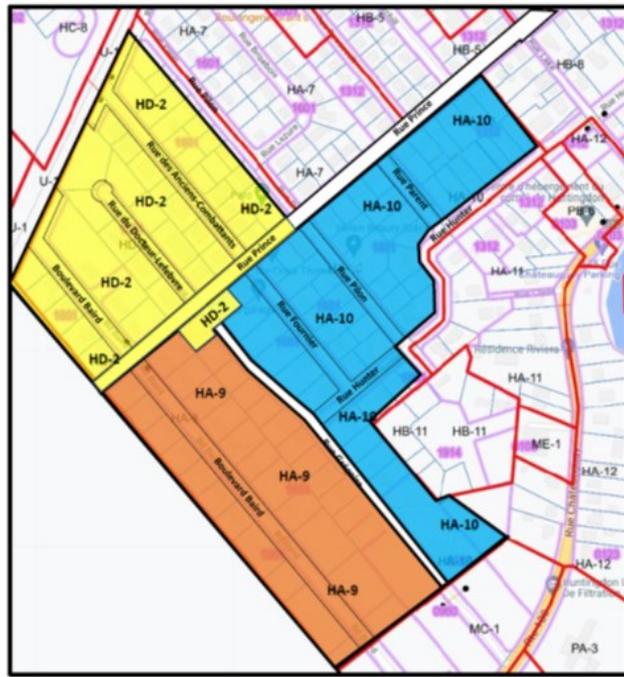
La zone résidentielle **HD-2** est agrandie en réduisant une partie des zones résidentielles **HA-9** et **HA-10** situées sur la rue Prince à l'intersection de la rue du Docteur-Lefebvre (uniquement les lots 3 229 300 et 3 229 314);

(Suite du Règlement no. 964-2023)

Plan en vigueur



Plan modifié



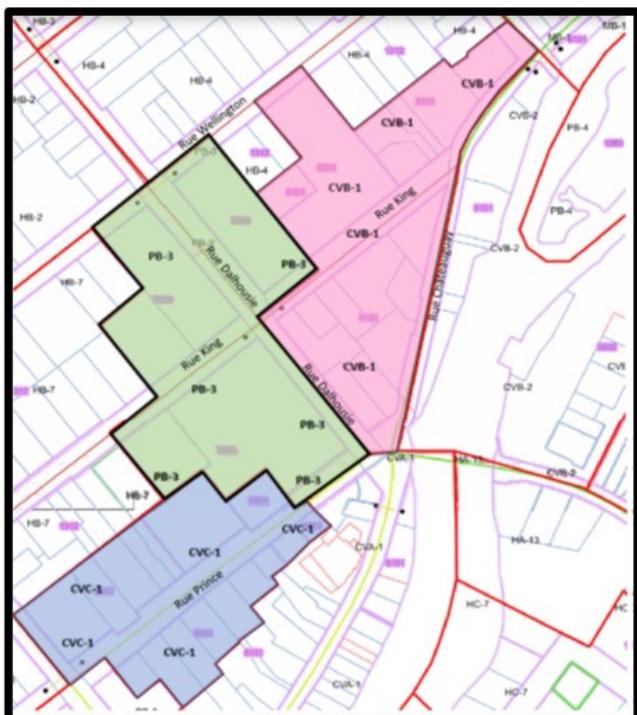
ARTICLE 3 - La grille des classes d’usages autorisées par zone à l’article 4.9 du règlement de zonage 512 est modifiée par l’ajout de l’usage « Communautaire de service public et parapublic » (p₃) dans les zones **PB**, soit :

ZONES	USAGES AUTORISÉS	ZONES COMPORTANT DES PARTICULARITÉS
COMMUNAUTAIRE PA	P ₁ P ₁ , P ₂ , P ₃	

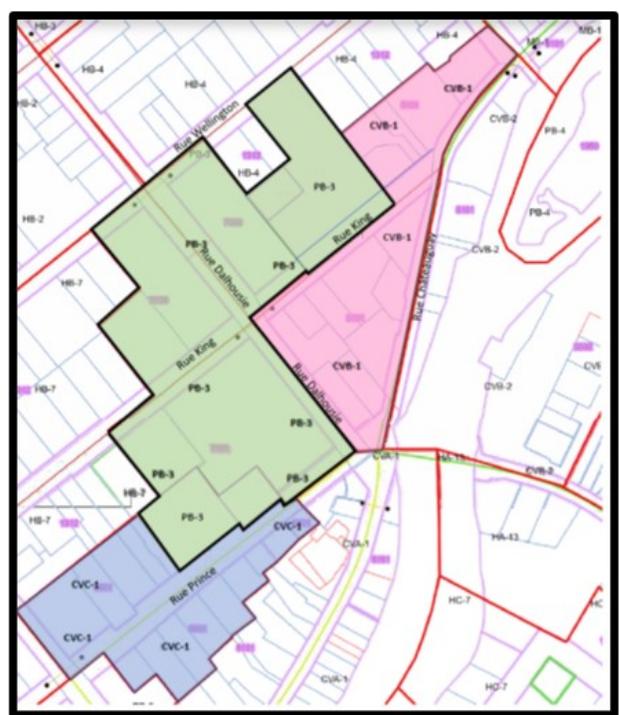
ARTICLE 4 - Le plan de zonage de l’annexe « A » du règlement de zonage 512, est modifié selon les dispositions suivantes :

La zone communautaire **PB-3** est agrandie en réduisant la zone centre-ville **CVB-1** située sur la rue King (uniquement les lots 3 229 453 et 3 229 454);

Plan en vigueur



Plan modifié



⇒ **RÈGLEMENT NO. 965-2023 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NO. 512 :**

Les modifications suivantes sont susceptibles d'approbation référendaire :

ARTICLE 2 - La grille des classes d'usages autorisées par zone de l'article 4.9 du règlement de zonage 512, est modifiée à la colonne **Zone comportant des particularités** par l'ajout de l'usage h6 « habitation mixte » dans la zone commerciale CO-2 selon les conditions stipulées au règlement sur les usages conditionnels et est contingenté à un seul usage dans ladite zone et ce, tel que suit:

ZONES	USAGES AUTORISÉS	ZONES COMPORTANT DES PARTICULARITÉS
COMMERCE CO-2	C ₁ , C ₂ , C ₃ , C ₅ , C ₆ , C ₉ , C ₁₀ , C ₁₁ , C ₁₂	L'usage h6 « Habitation mixte » est autorisé dans la zone commerciale CO-2 selon les conditions stipulées au règlement sur les usages conditionnels et est contingenté à un seul usage dans ladite zone.

⇒ **RÈGLEMENT NO. 966-2023, MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS NO. 714-2005**

Les modifications suivantes sont susceptibles d'approbation référendaire :

ARTICLE 2 – L'ajout à la section 1.2 du texte :

Dans la zone CO-2, l'usage « habitation mixte » peut être autorisé par usage conditionnel ;

ARTICLE 3 – L'ajout de la section 3.13 :

3.13 CRITÈRES D'ÉVALUATION VISANT À PERMETTRE L'USAGE « HABITATION MIXTE » DANS LES ZONES CONCERNÉES

- 1) La zone où est située un bâtiment d'habitation mixte contient un commerce d'alimentation d'une superficie de plancher d'au moins 2 500 mètres carrés;
- 2) Un îlot de verdure doit être intégré à chaque groupe de 16 cases de stationnement du commerce d'alimentation. L'îlot doit être gazonné et orné d'arbres ou d'arbustes.
- 3) Afin d'atténuer les nuisances sonores, les équipements mécaniques de réfrigération, climatisation, chauffage et de ventilation installés sur le toit du bâtiment d'usage commercial doivent être implantés à une distance minimale de 2 mètres du périmètre du bâtiment et à une distance de 8 mètres horizontale d'une fenêtre ou d'un balcon de tout bâtiment voisin à usage habitation mixte ou être pourvu d'un mur écran constitué de panneaux acoustiques;
- 4) La cour avant du bâtiment d'habitation mixte doit faire l'objet d'un aménagement paysager;
- 5) Le stationnement de l'usage habitation mixte est situé dans la cour arrière du bâtiment;
- 6) En bordure du stationnement de l'usage habitation mixte, une plantation linéaire d'arbres ou d'arbustes doit être implanté afin d'atténuer les nuisances causées par la circulation des automobiles et des camions de livraison;
- 7) L'interface entre l'usage résidentiel et l'usage commercial est traitée de façon continue et harmonieuse par le choix des matériaux, l'aménagement paysager, la sécurité des parcours piétons, etc.;
- 8) Un espace dédié à la gestion des matières résiduelles (ordures, recyclage et compostage) doit être aménagé et avoir une superficie suffisante pour permettre l'entreposage des conteneurs nécessaires aux opérations des usages qui occupent le bâtiment d'habitation mixte;
- 9) Tout bâtiment, construction ou équipement accessoire visé au chapitre 8 du Règlement de zonage 512 peut être implanté à 0 m d'une limite de terrain;
- 10) Le bâtiment principal de l'usage habitation mixte est implanté selon les normes suivantes :
 - Le nombre maximal d'étage autorisé est de trois (3) et la hauteur du bâtiment n'est pas règlementé ;
 - La distance minimale entre deux bâtiments principaux d'usage différent est de 6 mètres et de 7.8 mètres lorsque l'un des bâtiments principaux est d'une hauteur de 2 ou 3 étages;
 - Les marges minimales entre tout bâtiment principal et la ligne de terrain délimitant l'ensemble du projet intégré doivent respecter, en fonction de son usage, les normes d'implantation prescrites au Tableau 5.5.1.

2. Ces seconds projets contiennent des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande valide de la part des personnes intéressées de la zone concernée et de toute zone qui lui est contiguë, à la condition qu'une demande provienne de la zone à laquelle elle est contiguë, et ce, afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à l'approbation de certaines personnes habiles à voter conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. Les renseignements permettant de déterminer quelles personnes intéressées ont le droit de signer une demande à l'égard de chacune des dispositions du projet susceptibles d'approbation référendaire, peuvent être obtenus à la municipalité située au 23, rue King dans la Ville de Huntingdon aux heures normales de bureau de 9 h à 17h du lundi au jeudi.
3. Pour être valide, toute demande doit:
- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone et adresse d'où elle provient, et le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite ;
 - être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21 ;
 - être reçue au bureau de la greffière, à l'Hôtel de Ville situé au 23, rue King, Huntingdon, au plus tard le 5 février 2024 à 16h.
4. Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande :
- 4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 15 janvier 2024:
- est domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande, ET;
 - est domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec OU;
- 4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 15 janvier 2024;
- est, depuis au moins douze mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande OU;
- 4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 15 janvier 2024:
- est depuis au moins douze mois, copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande;
 - est désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins douze mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.
- 4.4 Dans le cas d'une personne physique, il faut être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
- 4.5 Dans le cas d'une personne morale il faut:
- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, le 15 janvier 2024, est majeure et de citoyenneté canadienne et qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi ET;
 - avoir produit avant ou en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.
- 4.6 Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.
5. Toutes les dispositions des seconds projets des règlements 964-2023, 965-2023 et 966-2023 qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.
6. Une copie du résumé des seconds projets peut être obtenue, sans frais, par toute personne qui en fait la demande au bureau de la municipalité, situé au 23, rue King dans la Ville de Huntingdon aux heures normales de bureau de 9h à 17h du lundi au jeudi ou être consulté sur le site internet de la ville au www.villehuntingdon.com.

Donné à Huntingdon, ce 26 janvier 2024

Denyse Jeanneau, Greffière



**TOWN OF
HUNTINGDON**

Address:

23, King street
Huntingdon (Québec)
J0S 1H0

Telephone: (450) 264-
5389
Fax: (450) 264-
6826

Legal Deposit:

Bibliothèque nationale du
Québec

www.villehuntingdon.com

**HUNTINGDON GA-
ZETTE** is the **Town of
Huntingdon's** news
paper published at least
12 times a year. They are
1,400 copies being
printed and sent directly
to citizens through the
post office. It is a publica-
tion of articles completely
relavant to the town of
Huntingdon.

To submit an article, send
it by e-mail in **WORD** or
plain text to the following
e-mail address

greffe@villehuntingdon.com

Huntingdon Gazette

Edition — January 2024- Vol. 17, No. 2

Published by the TOWN OF HUNTINGDON

PUBLIC NOTICE

TABLING OF THE FINANCIAL REPORT AND OF THE EXTERNAL AUDITOR'S FOR THE 2021 FISCAL YEAR

Public notice is hereby given by the undersigned, in conformity with Section 105.1 of the Cities and Towns Act, that the financial report prepared by the Treasurer and the external Auditor's report for the 2021 fiscal year, will be tabled at the special sitting of the Municipal Council to be held at the Town Hall, 23 King Street Huntingdon, on Thursday February 1st, 2024, at 6 p.m.

Given at Huntingdon, this January 26, 2024

Denyse Jeanneau, Municipal clerk

PROMULGATION OF BY-LAW 963-2023

Notice is hereby given by the undersigned of the coming into force of By-law No. 963-2023 amending By-law No. 785-2009 decreeing the imposition of a municipal tax for the purpose of financing 9-1-1 emergency centres.

This regulation comes into force on the date of publication in the Gazette officielle du Québec, i.e., December 16, 2023.

Anyone can consult this by-law on the Town's Website, www.villehuntingdon.com, obtain a copy at the office of the Municipal Clerk located at 23, King Street, Huntingdon, Quebec, J0S 1H0, during business hours or by email at the address: greffe@villehuntingdon.com.

Given at Huntingdon, on January 26, 2024.

Denyse Jeanneau, Municipal clerk

TO ALL INTERESTED PERSONS HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM

SECOND DRAFT OF BY-LAW 964-2023, 965-2023 and 966-2023

PUBLIC NOTICE is given that:

1. Following the public consultation, the Town council adopted, on January 15, 2024, the second draft by-law 964-2023, 965-2023 and 966-2023. These by-law are subject to referendum approval.

⇒ **SECOND DRAFT OF BY-LAW 964-2023 AMENDING ZONING BY-LAW # 512**

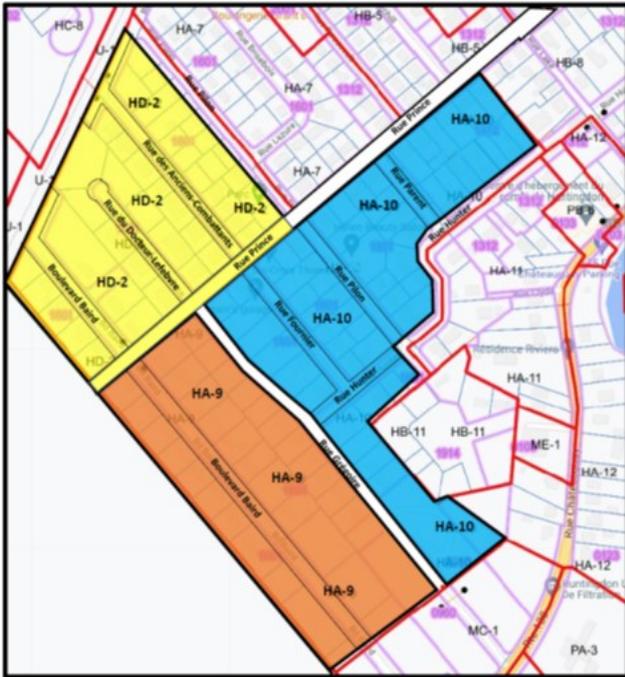
The following changes are subject to referendum approval:

ARTICLE 2—The zoning plan in Schedule "A" to Zoning By-law 512 is amended as follows:

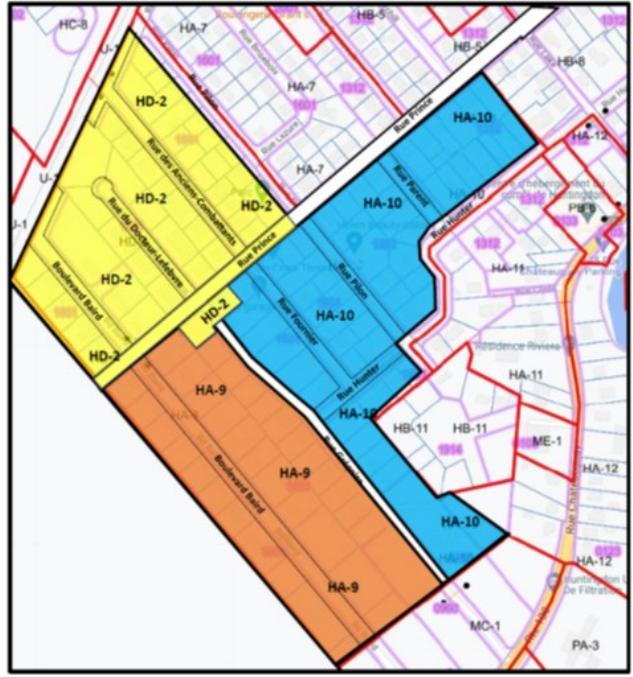
Residential Area **HD-2** is expanded by reducing some of the residential areas **HA-9** and **HA-10** located on Prince Street at the intersection of Rue du Docteur-Lefebvre (only lots 3 229,300 and 3 229,314);

(By-law 964-2023)

Current plan



Modified plan

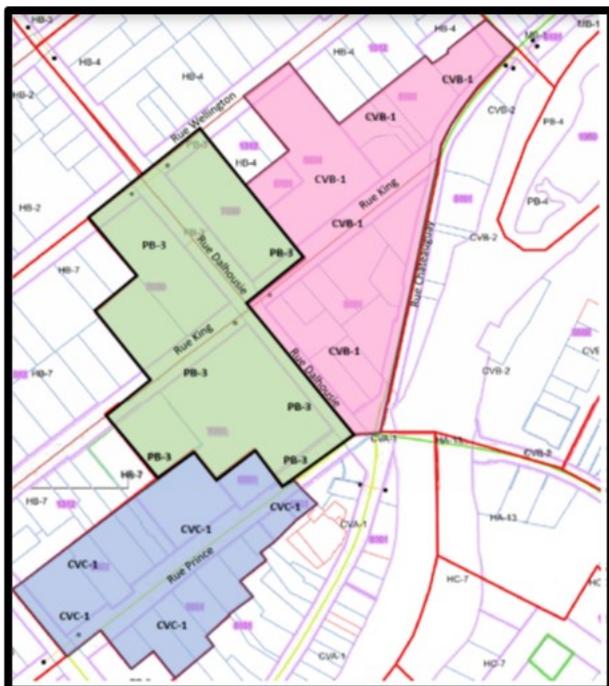


ARTICLE 3 - The grid of use classes authorized by zone in section 4.9 of Zoning By-law 512 is amended by the addition of the use "Community public service and parapublic" (p3) in **PB** zones, namely:

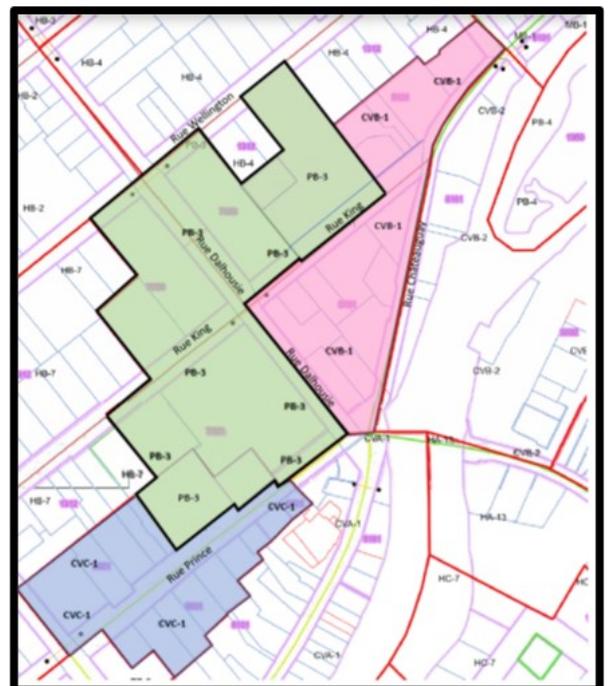
ZONES	AUTHORIZED USES	AREAS WITH SPECIAL FEATURES
COMMUNITY PA PB	P ₁ P ₁ , P ₂ , P ₃	

ARTICLE 4 - The zoning plan in Schedule "A" of Zoning By-law 512 is amended as follows:

The **PB-3** community area is expanded by reducing the downtown **CVB-1** area on King Street (only lots 3 229 453 and 3 229 454);



Current plan



Modified plan

⇒ **SECOND BY-LAW NO. 965-2023 AMENDING ZONING BY-LAW # 512**

The following changes are subject to referendum approval:

ARTICLE 2 - The grid of authorized use classes by zone of section 4.9 of zoning by-law 512, is amended in the column Zone with particularities by adding the use h6 «mixed dwelling» in the commercial zone CO-2 in accordance with the conditions laid down in the regulation on conditional uses and is limited to a single use in that zone, as follows:

ZONES	AUTHORIZED USES	AREAS WITH SPECIAL FEATURES
COMMERCE CO-2	C ₁ , C ₂ , C ₃ , C ₅ , C ₆ , C ₉ , C ₁₀ , C ₁₁ , C ₁₂	The h6 «mixed housing» use is authorized in the commercial zone CO-2 according to the conditions stipulated in the regulation on conditional uses and is limited to a single use in said zone.

⇒ **SECOND BY-LAW NO. 966-2023, AMENDING THE CONDITIONAL USES BY-LAW NUMBER 714-2015**

The following changes are subject to referendum approval:

ARTICLE 2 – Adding to section 1.2 of the text:

In the CO-2 zone, "mixed dwelling" use may be authorized by conditional use;

ARTICLE 3 – The addition of section 3.13:

3.13 EVALUATION CRITERIA TO ALLOW MIXED DWELLING USE IN AFFECTED AREAS

- 1) The area where a mixed-use residential building is located contains a food business with a floor area of at least 2500 square metres;
- 2) A green block must be incorporated into each group of 16 parking lots in the food store. The block must be grassed and decorated with trees or shrubs;
- 3) In order to reduce noise pollution, mechanical refrigeration equipment, air conditioning, heating and ventilation installed on the roof of the commercial building must be installed at a minimum distance of 2 meters from the perimeter of the building and at a distance of 8 horizontal meters from a window or balcony of any neighboring building for use mixed dwelling or have a screen wall made of acoustic panels;
- 4) The front yard of the mixed dwelling building must be landscaped;
- 5) Mixed-use residential parking is located in the back yard of the building;
- 6) At the edge of the parking lot of mixed residential use, a linear planting of trees or shrubs must be implemented to mitigate the nuisances caused by the traffic of cars and delivery trucks;
- 7) The interface between residential and commercial use is treated continuously and harmoniously by the choice of materials, landscaping, safety of pedestrian paths, etc.;
- 8) A space dedicated to the management of residual materials (garbage, recycling and composting) must be set up and have a sufficient area to allow the storage of containers necessary for the operations of the uses that occupy the mixed dwelling building;
- 9) Any building, construction or ancillary equipment referred to in Chapter 8 of Zoning By-law 512 may be located within 0m of a land boundary;
- 10) The main mixed-use residential building shall be located to the following standards :
 - Maximum number of floors allowed is three (3) and building height is not regulated;
 - The minimum distance between two main buildings of different use is 6 meters and 7.8 meters when one of the main buildings is 2 or 3 stories high;
 - The minimum margins between any main building and the line of land defining the entire integrated project must meet, according to its use, the implementation standards prescribed in Table 5.5.1.

2. This second draft contains provisions that can be the subject of a valid request on the part of interested people of the area concerned and of any area that is contiguous to the condition that a request comes from the area to which it is contiguous and this, so that a regulation which contains either submitted to the approval of some people who are entitled to vote in accordance with the Act respecting elections and referendums in municipalities. The information to determine which interested persons have the right to sign a request for a referendum with regard to each of the articles of the proposal can be obtained from the Municipality, located at 23 King Street in the town of Huntingdon during normal business hours from 9:00 a.m. to 5:00 p.m. Monday to Thursday.
3. To be valid, any requests must:
 - clearly indicate the provision it concerns and from which zone and address such request is issued, and if need be, mention the zone for which the application is made;
 - be signed by at least twelve (12) interested persons of the zone from which it originates or by at least the majority if the number of interested persons if the zone does not exceed 21;
 - be received at the municipal clerk's office located at 23 King Street in the Town of Huntingdon no later than February 5, 2024, at 4 p.m.
4. Conditions to be considered an interested person having the right to sign an application:
 - 4.1 Any person who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions, on January 15, 2024;
 - is domiciled in a zone from which an application may originate; AND
 - is domiciled for at least 6 months in the Province of Quebec OR;
 - 4.2 Be the sole owner of an immovable or the sole occupant of a business establishment that is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on January 15, 2024;
 - is for at least twelve (12) months, the sole owner of a immovable or the sole occupant of a business establishment located in a zone from where an application may originate OR;
 - 4.3 Be the undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment who is not under any voting disqualification and who on January 15, 2024, fulfills the following conditions:
 - is for at least twelve (12) months, an undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment located in a zone where an application may originate;
 - be designated, by means of a power of attorney signed by the majority of persons who are co-owners or co-occupants since at least twelve (12) months as being the person having the right to sign the application on their behalf of and to be entered on the referendum list, as the case may be. This power of attorney must have been filed before or be filed with the application.
 - 4.4 In the case of a natural person, he or she must be of full age, a Canadian citizen and not be under curatorship.
 - 4.5 In the case of a legal person, one must:
 - have designated by resolution from among its members, administrators or employees, a person who on January 15, 2024 is of full age, a Canadian citizen, who is not under curatorship and who is not disqualified from voting according to the law;
 - have filed or file at the same time as the application, a resolution designating the person authorized to sign the application and to be entered on the referendum list, as the case may be.
 - 4.6 Except in the case of a person having been designated as representative of a legal person, no one shall be considered as an interested person in more than one capacity in accordance with section 531 of the Act respecting elections and referendums in municipalities.
5. All provisions of these second By-law 964-2023, 965-2023, and 966-2023 project that was not subject to any valid application will be included in a regulation that does not have to be approved by qualified voters.
6. A copy of the summary of the second project can be obtained, without cost, by any person who makes an application to the municipal office, located at 23 King Street in the Town of Huntingdon during normal office hours from 9 a.m. to 5 p.m. - Monday to Thursday or be viewed on the town's website at www.villehuntingdon.com.

Given at Huntingdon, this January 26, 2024.

Denyse Jeanneau
Municipal Clerk